

Le piège de la reconnaissance d'État

Description

Par Noura Erakat et Shahd Hammouri, le 6 Août 2025



Un nombre croissant d'États, dont le Royaume-Uni, la France et le Canada, s'orientent vers la reconnaissance de l'État palestinien. Bien que cette démarche puisse être utilisée stratégiquement pour faire progresser les droits des Palestiniens, elle comporte également le risque de normaliser le génocide du peuple palestinien à Gaza tout en stabilisant le statu quo de la domination coloniale israélienne et en freinant le potentiel d'une véritable autodétermination.

La plus grande promesse de cette nouvelle initiative de reconnaissance, la précédente ayant eu lieu en 2011-2012, réside dans un front uni pour défier le soutien intransigeant des États-Unis à Israël. Depuis qu'ils sont devenus l'allié principal d'Israël à la suite de la guerre de 1967, les États-Unis ont utilisé leur statut de superpuissance mondiale pour protéger systématiquement Israël de toute responsabilité et pour saper les efforts multilatéraux visant à promouvoir l'autodétermination palestinienne. Plus récemment, le soutien américain à Israël est traduit par la livraison ininterrompue d'armes, l'imposition de sanctions contre la Cour pénale internationale pour avoir émis des mandats d'arrêt contre des dirigeants israéliens, et surtout, par cinq votes au Conseil de sécurité contre un cessez-le-feu. Cette initiative de

reconnaissance est le premier effort coordonné des États européens pour affronter la politique américaine, et cet élan est bien nécessaire. Mais leur poussée en faveur de la reconnaissance de l'État palestinien est non seulement insuffisante, elle contourne aussi des droits inaliénables appartenant au peuple palestinien.

Introduite 22 mois après le début du génocide que les États tiers ont refusé de prévenir ou d'arrêter, cette initiative risque désormais de récompenser Israël en le sauvant de lui-même. Compte tenu de son isolement croissant sur la scène internationale, y compris des critiques venant de ses alliés traditionnels, cet effort diplomatique risque de freiner une remise en cause essentielle du sionisme, idéologie suprémaciste qui nécessite l'élimination des Palestiniens pour établir et maintenir une souveraineté coloniale juive en Palestine. C'est cette idéologie sioniste qui a animé la Nakba, une structure de dépossession, d'expulsion et d'élimination à travers toute la Palestine, d'abord en 1948, puis aujourd'hui dans sa forme la plus grotesque à Gaza. Reconnaître un État palestinien limité à la Cisjordanie et à Gaza, sans prendre en compte l'ensemble de l'autodétermination palestinienne, reviendrait à normaliser la Nakba et à maintenir intacte la logique ayant permis près de deux années de génocide colonial d'une cruauté sans précédent. Cela reformulerait le génocide comme une simple flambée d'hostilités entre ennemis irrconciliables, tout en reléguant environ 11 millions de réfugiés à un exil permanent et en soumettant environ 2 millions de citoyens palestiniens d'Israël, dont 56 % des Israéliens juifs soutiennent la déportation forcée, à une subjugation permanente.

Un phénomène similaire a eu lieu après les Accords d'Oslo de 1993. En échange de la signature de ces accords, qui ont donné à Israël l'apparence d'un « partenaire pour la paix » sans véritable mécanisme de responsabilité ou de contrôle, Israël a normalisé ses relations économiques dans le monde entier. Depuis, il a fait qu'acquiescer son expansion coloniale, comme en témoigne le récent vote de la Knesset en faveur de l'annexion de la Cisjordanie, sans subir la moindre conséquence. Reconnaître un État palestinien n'est pas un substitut aux sanctions et à la responsabilité juridique, et c'est précisément le risque grave que cela pose, car les États pourraient reconnaître la Palestine au lieu de remplir leurs obligations légales existantes.

Les obligations des États envers la Palestine au regard du droit international sont parfaitement claires. En janvier 2024, la Cour internationale de Justice a jugé qu'il existait un risque plausible de génocide, obligeant les États à le prévenir ; en juillet 2024, la principale instance judiciaire des Nations unies a déclaré que la présence d'Israël à Gaza et en Cisjordanie était illégale, exigeant ainsi un boycott international. Fin 2016, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2334 condamnant sans ambiguïté la colonisation israélienne en Cisjordanie. Sans parler des multiples résolutions de l'Assemblée générale et des rapports d'agences spécialisées des droits humains dénonçant les abus systématiques d'Israël contre les Palestiniens. Les États tiers doivent imposer des sanctions fermes pour rendre le génocide et l'occupation non rentables, ce qui nécessite une coopération internationale visant à exclure Israël du marché mondial et des organisations internationales.

Les États n'ont pas besoin de reconnaître la Palestine pour mettre fin à l'occupation, mettre fin au génocide et faire progresser l'autodétermination palestinienne : ils ont besoin de la volonté politique de créer des embargos sur les armes et l'énergie, de cesser tout commerce et investissement avec Israël, de l'exclure de l'ONU, de poursuivre en justice les

criminels de guerre israéliens et les entreprises complices dans leurs juridictions nationales, et d'arrêter le Premier ministre Benjamin Netanyahu conformément au mandat de la CPI. Jusqu'à présent, les États les plus économiquement puissants du monde ont esquivé ces obligations pour se contenter de signer une déclaration de reconnaissance d'État, sanctionner quelques colons et fournir une aide humanitaire d'urgence. D'ordinaire, leur initiative de reconnaissance pourrait encore plus détourner ces devoirs et obligations.

Le Royaume-Uni illustre parfaitement ce risque. Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, a menacé de reconnaître la Palestine comme État moins qu'Israël ne mette fin à son génocide et ne s'engage à une « paix durable à long terme relançant la perspective d'une solution à deux États ». Menacer d'une reconnaissance pour contraindre à un cessez-le-feu est absurde, car cela transforme deux obligations juridiques, le devoir de prévenir un génocide et celui de mettre fin à l'occupation illégale de Gaza et de la Cisjordanie, en marchandages politiques. Le prix de cette reconnaissance ? Quelques milliers de morts et de mutilés supplémentaires, deux millions de personnes affamées en plus, et une prolongation sadique d'un mois de cette sinistre version de Hunger Games, tout cela pour satisfaire les caprices d'un empire qui n'a jamais affronté ses crimes.

Même lorsqu'elle est effective, la reconnaissance européenne de la Palestine a souvent été symbolique et incohérente, certains États ayant reconnu pendant la guerre froide avant de la révoquer ou de la saper (par exemple la République tchèque, la Hongrie), montrant qu'une reconnaissance sans sanctions ni politique cohérente est creuse. La reconnaissance récente par l'Irlande illustre le risque d'opportunisme politique : Dublin s'en est servi pour retarder l'interdiction du commerce avec les colonies ainsi que l'interdiction du transit d'armes ou le désinvestissement des obligations israéliennes.

Un autre risque majeur est l'intention de confier la direction du nouvel État Autorité palestinienne (AP), un organisme clientéliste et corrompu, complice des crimes de l'occupation illégale israélienne, y compris la torture et le recours à la force létale contre des Palestiniens jugés menaçants pour Israël. En près de deux décennies de génocide à Gaza, l'AP a bloqué toutes les initiatives visant à sanctionner Israël, voyant plutôt la situation comme une opportunité d'assurer sa direction incontestée sur les territoires occupés et de garantir l'aide étrangère. Cette autorité ressemble à d'anciens simulacres postcoloniaux destinés à maintenir une façade d'autonomie, tout en empêchant la population colonisée d'utiliser les relations internationales comme levier de lutte. Pour que les Palestiniens développent une direction responsable, ils doivent être assurés que leurs dirigeants les plus compétents ne seront pas emprisonnés, expulsés ou assassinés. La proposition actuelle d'autonomie palestinienne est celle d'un État policier subordonné aux intérêts américains et israéliens.

Les termes de la Conférence internationale de haut niveau pour un règlement pacifique de la question palestinienne, tenue à New York la semaine dernière sous la direction de la France et de l'Arabie saoudite, confirment et aggravent ces risques. La volonté apparente de ménager les États-Unis a conduit les participants à ignorer le déséquilibre de pouvoir flagrant entre un État génocidaire et le peuple qu'il cherche à anéantir, tout en adoptant une approche libéralement anhistorique.

Le document aurait tout aussi bien pu être rédigé en 2005, à la fin nominale du processus de paix d'Oslo, tant il omet les piliers de l'autodétermination palestinienne et les principes fondamentaux de la responsabilité des États tiers. Les réparations y sont réduites à l'aide humanitaire ; le droit au retour et les mesures de responsabilité sont écartés ; et les négociations sont présentées comme la seule voie possible. De plus, la libération des otages israéliens est considérée comme une obligation, tandis que celle des prisonniers politiques palestiniens est reléguée à un simple point de discussion. L'AP y est glorifiée dans au moins sept clauses, qui l'on confie la gestion de l'État, ouvrant la voie à un État policier aux côtés d'une entité coloniale.

Aucune mention n'est faite du siège et de la guerre systématique contre Gaza, de l'expansion de la colonisation en Cisjordanie, ou des revendications américaines soutenant la souveraineté israélienne sur Jérusalem-Est et le plateau du Golan syrien. Les participants ne commentent pas non plus la loi fondamentale israélienne de 2018 sur l'État-nation affirmant que seuls les Juifs ont la souveraineté sur la terre du fleuve à la mer, consacrant ainsi un régime d'apartheid selon les grandes organisations de défense des droits humains. Le ton du document rappelle la rhétorique « civilisatrice » de l'ère coloniale utilisée pour contrôler les peuples subordonnés qui revendiquent leur indépendance, allant jusqu'à inclure des clauses paternalistes sur les programmes scolaires palestiniens.

En août 2025, 149 pays reconnaissent déjà l'État de Palestine et, depuis novembre 2012, la Palestine est un « État observateur non membre » à l'ONU. Cette reconnaissance n'a guère amélioré la condition de Nakba des Palestiniens ni empêché sa phase la plus cruelle à Gaza aujourd'hui.

La reconnaissance de la Palestine n'est pas le chaînon manquant entre le présent génocidaire et un avenir durable. Ce qui manque, c'est la volonté politique d'affronter la colonisation de la Palestine et les imbrications économiques et politiques qui la soutiennent. Les États-Unis, l'Europe et les États du Golfe, entre autres, ont activement soutenu l'effort de guerre israélien. Par exemple, la Ligue arabe, l'Égypte, la Jordanie et le Qatar ont refusé de participer à d'autres mécanismes comme le Groupe de La Haye, qui cherche à imposer des sanctions à Israël, prônant privilégier la reconnaissance, preuve du caractère superficiel de l'initiative. Pendant ce temps, les nations européennes ont continué à exporter armes et énergie vers Israël, tout en persécutant sévèrement ceux qui exigent l'application équitable du droit international, allant jusqu'à les diffamer en les qualifiant de « terroristes ».

Il existe suffisamment de droit pour mettre fin au génocide, à l'occupation et au régime racial et colonial israélien. Malgré la clarté des obligations juridiques internationales, les États économiquement puissants se sont abstenus d'agir concrètement depuis près de deux ans alors même que le génocide le plus horrible et le plus médiatisé de l'histoire contemporaine se déroule sous les yeux du monde. Ils cherchent aujourd'hui à contourner toutes ces obligations en reconnaissant un État palestinien sans tenir compte du génocide, du régime suprémaciste racial israélien ou de leur complicité dans ces crimes internationaux parmi les plus graves.

Privilégier la reconnaissance d'un État plutôt que la réalisation des piliers fondamentaux de l'autodétermination et des normes internationales de responsabilité des États ne rend pas justice à la lutte palestinienne ; cela la déforme. Cela assimile faussement l'autodétermination

À la seule reconnaissance de l'État, une équation dangereuse qui a déjà miné d'autres luttes anticoloniales. Le spectacle observé à New York la semaine dernière est un nouveau chapitre d'une entreprise coloniale continue visant à étouffer toute véritable autodétermination. Si l'enjeu politique est plus crucial que jamais, la reconnaissance de l'État palestinien dans ces conditions est insuffisante et lourdement porteuse de risques. Les Palestiniens méritent bien plus, et bien mieux.

Source : [Jadaliyya](#)

Traduction : ST pour Agence Media Palestine

date de création

2025/08/08